

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrière, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 27 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL CARRIÈRE DE LA GROSSE BORNE

« Les Noirats »
58220 DONZY

Références : 220646
Code AIOT : 0005400369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement CARRIÈRE DE LA GROSSE BORNE SARL, implanté au lieu-dit « Les Noirats » - 58220 DONZY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2022 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CARRIÈRE DE LA GROSSE BORNE
- « Les Noirats » - 58220 DONZY
- Code AIOT : 0005400369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation contrôlée est une carrière de pierre marbrière calcaire autorisée à l'extraction annuelle de 30 000 tonnes en moyenne.

Les extractions sont assurées par campagnes d'avril à octobre, représentant au maximum 2 mois d'activité sur l'année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/08/1994 et de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et notamment :
 - Méthode d'exploitation,
 - Aménagements,

- Prévention/collecte/évacuation des eaux,
- Conduite de l'extraction,
- Situation administrative,
- Gestion des déchets,
- Prévention du bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 6.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 2	/	Sans objet
2	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 4	/	Sans objet
9	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Collecte et évacuation des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 6.2.2	/	Sans objet
6	Bornage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	/	Sans objet
7	Plan topographique	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Prévention du bruit	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités majeures ont été relevées au cours de cette visite, amenant l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet un arrêté de mise en demeure qui portera sur le respect des prescriptions des articles 6.2.1 (mise à disposition de matières absorbantes en cas de pollution accidentelle) et 7.3 (purge des stériles et des blocs épars stockés en partie haute des fronts de taille) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 août 1994 auquel la carrière est soumise.

En outre, l'inspection a mis en évidence les non-conformités suivantes :

- l'exploitant doit respecter la cote minimale d'extraction prescrite par son arrêté préfectoral ;
- des pancartes de danger et d'interdiction doivent être apposées sur le chemin d'accès de la carrière ;
- l'exploitant doit évacuer les déchets métalliques stockés sur le site et non réutilisables pour les besoins de fonctionnement de sa carrière.

L'inspection souligne que l'exploitant a déposé, le 30/11/2021, un dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation de sa carrière pour une durée de 30 ans et dont l'instruction, actuellement en cours, nécessitera de fixer des prescriptions complémentaires par arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] Le front de taille, dont la hauteur totale moyenne est voisine de 10 m, est exploité sur 2 niveaux menés simultanément, séparés par une banquette d'au moins 10 m de large. Les travaux sont menés en approfondissement par rapport au niveau des terrains environnants, jusqu'à un niveau voisin de la cote 203 NGF et selon un sens de progression Nord-Sud. L'extraction en grande masse des matériaux est réalisée à l'aide d'engins mécaniques (pelle hydraulique, marteaux pneumatiques, coins éclateurs), occasionnellement à l'aide d'explosifs. Les matériaux sont extraits sous la forme de blocs calcaires de 1 à 2 m de côté. Ceux-ci sont évacués par camions, directement au fur et à mesure, à l'état brut. La production annuelle moyenne est fixée à 30 000 tonnes.
Constats : Deux fronts de taille situés en partie nord-ouest en fond de carrière sont actuellement en cours d'exploitation. D'après le plan topographique de juin 2021, ces derniers n'excèdent pas 10 mètres de hauteur et sont exploités sur 2 niveaux simultanément, séparés par une banquette de plus de 10 mètres de large. La cote de fond de fouille fixée à 203 m NGF par la présente prescription est erronée. Celle-ci sera ramenée à 200 m NGF par arrêté préfectoral complémentaire, dans le cadre de l'instruction de la demande de renouvellement d'exploitation de la carrière. Néanmoins, le plan topographique indique que le point le plus bas d'extraction se situe à la cote 197,46 m NGF, au niveau des fronts de taille en cours d'exploitation. L'extraction des matériaux est réalisée uniquement au moyen d'une pelle mécanique équipée d'une dent de déroctage (pas d'emploi d'explosifs). Selon l'exploitant, la production s'est élevée à 4 000 tonnes en 2021.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant de veiller à l'avenir au bon respect de la cote minimale d'extraction prescrite par son arrêté préfectoral d'autorisation. Il devra en outre informer l'inspection des installations classées des actions correctives mises en œuvre afin de remédier à cette situation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 4
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La distance entre les bords de la fouille et les terrains des tiers limitrophes doit être telle qu'elle ne compromette pas la stabilité de ces terrains.</p> <p>En outre, sans préjudice des réglementations propres à certaines catégories d'objets, d'ouvrages ou d'immeubles, les bords de la fouille doivent être constamment maintenus à une distance horizontale de 10 m au moins des limites du périmètre de la carrière et de tous les ouvrages publics ou privés (en particulier des routes et chemins publics ou privés).</p> <p>La carrière ne comporte qu'un accès unique, à partir du chemin départemental n° 33, en partie Nord-Ouest du site.</p> <p>La carrière doit être délimitée par une clôture efficace maintenue constamment en bon état, interrompue pour assurer l'accès des véhicules au chantier ou elle doit être remplacée par un dispositif de barrage mobile, solide et susceptible d'être verrouillé pendant les heures où le chantier n'est pas surveillé ; des panneaux de signalisation du danger doivent être, en outre, placés sur le chemin d'accès et aux abords de l'exploitation.</p> <p>Pendant les heures d'activité, une surveillance permanente doit être assurée sur le chantier de la carrière afin d'interdire son accès à toute personne et à tout véhicule étranger à l'exploitation et d'empêcher tout particulièrement la décharge de quelque produit que ce soit.</p>
<p>Constats : Les bords des excavations sont tenues à distance d'au moins 10 mètres des limites du périmètre d'autorisation.</p> <p>Du fait de la remise en état sur une partie du secteur nord-ouest du site, l'accès à la carrière se fait depuis un chemin perpendiculaire à la route départementale n° 33, au niveau de la partie est. Une clôture est disposée sur tout le périmètre de la carrière. En dehors des heures ouvrées, l'unique portail d'accès est fermé par une barrière cadénassée. Des pancartes de danger et d'interdiction d'accès sont mises en place aux abords de l'exploitation. Toutefois, celles-ci sont manquantes sur le chemin d'accès à la carrière. Des panneaux de signalisation du danger devront par conséquent être mis en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il n'existe pas sur la carrière de dépôt de carburants, huiles, produits gras et, d'une manière générale, de produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux de surface ou souterraines.</p> <p>L'approvisionnement éventuel en carburant des engins sur la carrière doit se faire sur une aire bétonnée étanche présentant un point bas permettant la récupération des égouttures et déversements accidentels.</p> <p>Un stock suffisant de matières absorbantes est tenu à disposition pour éponger rapidement les hydrocarbures accidentellement répandus sur le sol.</p> <p>Constats : Un local groupe électrogène, doté d'un réservoir de carburant à l'intérieur, est présent sur le site pour l'alimentation électrique du matériel de découpe (fil diamanté et machine de découpe). Selon les déclarations de l'exploitant, ce réservoir d'une contenance de 200 litres environ, serait équipé d'une double enveloppe et des kits absorbants seraient présents à l'intérieur du local.</p> <p>Ces constats n'ont toutefois pu être opérés par l'inspection le jour de la visite, l'accès au local étant bloqué par un bloc calcaire de plusieurs tonnes. L'exploitant explique que son accès est condamné en raison de vols de carburant déjà survenus.</p> <p>Le ravitaillement en carburant de la pelle hydraulique est réalisé sur le site par un prestataire extérieur au moyen d'un pistolet à arrêt automatique et avec une rétention amovible (bac de chantier).</p> <p>Observations : La demande de renouvellement d'exploitation de la carrière en cours d'instruction prévoit l'utilisation d'une rétention amovible pour le ravitaillement des engins en lieu et place d'une aire étanche bétonnée prévue à la présente prescription.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection des installations classées que le réservoir de carburant disposé à l'intérieur du local du groupe électrogène soit bien équipé d'un dispositif à double-paroi.</p> <p>Il lui est également demandé à ce qu'un kit de première intervention (du type boudins et buvards absorbants) soit en permanence à disposition, <i>a minima</i> dans chaque engin de chantier, afin d'éviter le risque de pollution des sols en cas d'accident (rupture d'un flexible hydraulique par exemple).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Collecte et évacuation des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un réseau de collecteurs et de fossés canalise les eaux pluviales de ruissellement qui doivent être décantées avant rejet hors de la carrière. À l'évacuation, ces eaux ne doivent pas contenir par litre plus de 50 mg de matières en suspension. Les fossés d'évacuation sont maintenus en bon état par l'exploitant. [...]
Constats : Il n'a pas été mis en place de réseau de collecteurs et de fossés permettant de canaliser les eaux pluviales de ruissellement sur la carrière. L'exploitant a déclaré que la production réalisée au titre de l'année 2021 s'était établie aux alentours de 4000 tonnes ; les campagnes d'extraction sont organisées à hauteur de 2 mois au maximum sur l'année d'avril à octobre. Au vu de la faible activité de la carrière, les enjeux environnementaux sont faibles. La présente prescription est par conséquent inadaptée et fera l'objet d'une abrogation dans le cadre de l'instruction en cours de la demande de renouvellement de la durée d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 7.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] <p>À l'approche des limites de la carrière, l'extraction doit être menée de façon à pouvoir respecter le réaménagement prévu ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le front de taille final doit être divisé en gradins dont la hauteur n'excède pas 5 m de haut, séparés par des banquettes horizontales de 5 m de large au moins, débarrassées des blocs épars, • le bord supérieur de la fouille doit être constamment maintenu à une distance horizontale de 10 m au moins des limites d'emprise de la carrière, • les gradins en roche massive doivent présenter un angle à la base de 70° au plus, leurs parois subverticales sont purgées, • les gradins constitués de matériaux de faible cohésion doivent être inclinés à 45° au plus, • les banquettes et le fond de carrière sont régalez et débarrassés des blocs épars. [...]
Constats : Il a été constaté un stockage important de stériles et de blocs épars de roche en partie haute des deux fronts de taille en cours d'exploitation, situés au nord-ouest en fond de carrière présentant un caractère dangereux au vu de leur instabilité.
Il est demandé à l'exploitant de purger ces zones sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site
Constats : Les bornes délimitant le périmètre d'autorisation de la carrière ont facilement été repérées lors de la présente inspection. Elles sont par ailleurs répertoriées sur le plan topographique daté de juin 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan topographique de la carrière daté de juin 2021 présenté à l'inspection le jour de la visite justifie du respect de la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : [...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis, en date du 16/03/2022, à l'inspection des installations classées, un plan, actualisé en 2021, de gestion des déchets d'extraction constitués par les matériaux résultant du fonctionnement de la carrière (découverte, stériles d'extraction et de sciage). Sur place, il a été constaté que la terre et les stériles sont stockés conformément aux lieux d'implantation décrits dans le plan de gestion établi par l'exploitant. Ces derniers seront réutilisés pour la remise en état du site au fur et à mesure de la progression de l'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques</p> <p>Constats : Il a été observé lors de la visite la présence de nombreux déchets métalliques sur le site. Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation de ces déchets dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à l'exception de ceux qui seront réutilisés pour les besoins de fonctionnement de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture du site pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.</p>
<p>Constats : Le 30/11/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats des dernières mesures des niveaux sonores réalisées le 08/09/2021. Ces derniers sont conformes aux valeurs limites réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet